

Culture sur brûlis à Madagascar : la survie des agriculteurs au prix de la forêt

Pour se nourrir, une grande partie des agriculteurs malgaches pratiquent encore le tavy, la culture sur brûlis, au détriment de la forêt. Reportage.



Sur le pont suspendu du parc national de l'Ankarana, un groupe de touristes se prend en photo. Chacun leur tour, ils s'aventurent sur les lattes de bois fébriles surplombants les piques acérés des Tsingy sacrés, formations géologiques de calcaire qui attirent des milliers de visiteurs chaque année. Cet ensemble d'aiguilles rocheuses grises du Jurassique est souvent comparé à une forêt de pierre. C'est un lieu protégé pour sa biodiversité exceptionnelle et son caractère sacré.

Quelques kilomètres plus loin, au-dessus d'une forêt, un épais nuage de fumée noire se dessine sous un soleil plombant. L'odeur du bois d'ébène se fait sentir. « C'est

encore un départ de feu proche du parc, à côté de mon village», observe froidement Jouvence, guide national pour le parc depuis 2006. « Avec le vent, l'incendie va se propager jusqu'à l'Ankarana», prophétise-t-il.



Quelques heures plus tard, les paroles de Jouvence s'avèrent tristement vraies. Un papangue survole une étendue de terre brûlée encore fumante, à la recherche de serpents grillés. Le feu s'est propagé sur plus d'un kilomètre. Des habitants du village de Jouvence, de tous âges, tentent d'arrêter les flammes. Jerricanes d'eau croupie, arrosoirs et branches vertes, s'agitent au-dessus du brasier. Une opération de soldat du feu supervisée par deux agents du parc ainsi que le chef du village en personne. « Ça arrive très souvent. C'est déjà même arrivé que les flammes touchent des habitations», se remémore Jouvence.





Ironie du sort, l'homme qui serait à l'origine du sinistre se trouve dans le groupe de pompiers amateurs. Mbola Tsizaraiko Mario a décidé de brûler une partie de son terrain sans l'accord du fokonolona (assemblée du village), ni celui du parc qui lui préconisait d'attendre les premières pluies. « On sait déjà qui est à l'origine du feu », affirme le chef du village. « Il sera jugé et peut aller en prison », renchérit Jouvence. L'agriculteur de 23 ans, voulait pratiquer la culture sur brûlis, le tavy. Le but,

incendier ses terres deux mois avant la saison des plantations pour défricher et fertiliser les sols. Cette pratique est en partie responsable de la disparition de la biodiversité unique de la Grande île. En 2017, le pays a été sacré champion du monde de la déforestation avec 510 000 hectares de forêt naturelle détruits.

« C'est le schéma classique », observe Pascal Danthy ex-directeur régional du Cirad à Madagascar et spécialiste de la flore locale. Le tavy n'est pas pratiqué directement sur les forêts primaires ou les aires protégées, car lourdement puni d'une peine comprise entre cinq et dix ans d'emprisonnement, mais sur des terrains déjà exploités. Le problème vient des feux qui se propagent.

Brûler sa terre reste souvent le moyen le plus simple et économique de la cultiver. Les subventions offertes aux ONG qui dessinent les contours des parcs sont donc censées être conditionnées à l'obligation de soutenir les locaux en leur donnant d'autres alternatives. « On peut par exemple imaginer une période de mi à fin septembre où les feux seraient autorisés et donc encadrés. Cela limiterait les propagations », propose Sullerot Edhino, environnementaliste et professeur à l'université de Diego Suarez.

Pourtant, selon lui, les chefs de villages et les représentants locaux de l'Etat acceptent facilement l'implantation des parcs contre des indemnités, mais les populations, elles, n'y gagnent rien. « En revanche, ils ont toujours besoin de nourrir leur famille », s'indigne-t-il. La faible productivité agricole et le manque d'infrastructures dans les campagnes maintiennent huit ruraux sur dix dans la pauvreté. « Si on avait un tracteur, on ne brûlerait pas nos terres. On pourrait défricher et labourer mais mes deux zébus ne me suffisent pas pour le faire », se défend Mbola Tsizaraiko Mario.

Faute de moyen pour se procurer des intrants ou investir dans d'autres types de productions, comme l'agroforesterie, la culture sur brûlis s'impose comme dernier recours. De plus, beaucoup d'Antandroy, ethnie du Sud, migrent aujourd'hui vers le Nord pour fuir la sécheresse et perpétuent le modèle de l'agriculture vivrière nomade basé sur le tavy.

« On ne brûle pas ses parcelles pour le plaisir. On le fait car c'est essentiel pour se nourrir. Le problème est social », conclut le spécialiste de la flore malgache.

« Il faut conscientiser les gens », martèle Jafar, directeur technique de Club 201,

association qui aide des dizaines de ménages qui subissent les conséquences de la déforestation.

Situées dans l'extrême nord de la région Diana, les anciennes forêts primaires ont été brûlées pour y planter du khat. Les Malgaches mâchouillent ces feuilles pour « ne pas sentir la fatigue», explique un consommateur, « mieux tenir l'alcool» ou « enlever les douleurs», rapportent d'autres.

La soif intarissable des plantations de khat est un fléau pour les sols. Après avoir fait partir en fumée les forêts, ces cultures épuisent les nappes phréatiques. Club 201 aide les cultivateurs à sortir de cette production. Elle fournit des semences de légumes qui pourront être récoltés et incite à planter des arbres pour reboiser et protéger les cultures du soleil. « Si tu expliques que tu vas vite pouvoir récolter des tomates, puis du manioc et que dans un peu plus longtemps, tes arbres te donneront des fruits, tu peux espérer faire bouger les mentalités», estime Jafar.

À Madagascar, la méconnaissance du sujet pousse souvent les ONG à ne traiter qu'en surface le problème de la déforestation. Pour tenter de répondre à des objectifs internationaux, elles plantent d'immenses rangées d'arbres, parfois sans suivi. « Ils plantent pour dire : j'ai planté. Quand tu reviens un mois plus tard, il n'y a plus rien. Ce sont les locaux qui doivent être impliqués dans le reboisement. Avec l'agroforesterie, ils comprennent qu'il y a un intérêt direct», résume Jafar.

Si Madagascar «reforesté» environ 40 000 hectares par an, elle en perd dans le même temps pas moins de 150 000.